



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## politique forestière

Question écrite n° 111565

### Texte de la question

M. Michel Françaix attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche sur les inquiétudes des forestiers privés face à la perspective de la fin ou de la réduction des aides publiques à l'investissement forestier. Confirmant et amplifiant l'engagement de l'État depuis une cinquantaine d'années en faveur du développement du patrimoine forestier, la loi du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt, adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale et le Sénat, a jeté les bases d'une gestion durable pour les forêts françaises au troisième millénaire. Or, contre toute attente, il semblerait que l'on s'achemine vers un désengagement financier de l'État. Il lui précise que la forêt couvre plus du quart du territoire national, et qu'elle représente à la fois un enjeu écologique à l'aune du réchauffement climatique et un enjeu économique considérable puisque la filière bois française emploie 500 000 personnes et concerne 4 millions de forestiers privés. À l'heure où la forêt française a un besoin urgent de s'adapter, comme le souligne d'ailleurs le programme forestier national (PFN), il est indispensable de maintenir, voire d'augmenter les aides publiques à l'investissement. Il lui demande donc quelles sont les intentions du Gouvernement en la matière.

### Texte de la réponse

Depuis les tempêtes de 1999, la reconstitution des forêts sinistrées constitue une priorité forte de l'action publique. Fin 2006, 756 millions d'euros auront été délégués pour la reconstitution des forêts privées et publiques sinistrées par les tempêtes de 1999. Le plan chablis sera mené à son terme, fin 2009 ; il figure dans le socle national du programme de développement rural national. Le taux de subvention pour les opérations de nettoyage et de reconstitution sera maintenu à 80 %. Les moyens financiers en 2007 seront reconduits au niveau des années 2005 et 2006. À ce jour, un objectif portant sur 35 000 hectares à nettoyer et de 190 000 hectares à replanter paraît réaliste, au regard de l'effort déjà accompli. Les investissements forestiers visant à l'amélioration de la valeur économique des forêts seront eux aussi intégrés dans le plan de développement rural hexagonal 2007-2013 (axe 1 - mesure 122). Il s'agit des travaux de reboisement, de conversion de taillis ou taillis sous futaie en futaie, et d'amélioration des peuplements : élagage, dépressage, éclaircie consécutive à une sélection des tiges d'avenir. Il convient de noter que les aides de l'État à l'investissement forestier privilégient les opérations visant à apporter une amélioration significative de la ressource forestière mobilisable. En outre, afin d'assurer une plus grande efficacité au dispositif d'aide et d'encourager une gestion optimisée des surfaces forestières, les subventions au boisement ou au reboisement sont réservées aux propriétaires forestiers dont le projet porte sur une surface minimale de 4 hectares d'un seul tenant, inclus dans un massif d'au moins 10 hectares. Enfin, au delà des instruments budgétaires, la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 prévoit une incitation fiscale pour soutenir les investissements en forêts. C'est ainsi que les travaux de desserte forestière, de renouvellement ou d'amélioration des peuplements sont éligibles à une déduction de l'impôt sur le revenu, dans la limite d'un plafond annuel de travaux de 1 250 euros pour une personne célibataire, veuve ou divorcée, et de 2 500 euros pour un couple (DEFI FORÊTS). La mesure s'appliquera au revenu 2006. Ces mesures montrent l'importance qu'attache le Gouvernement aux investissements dans le domaine de la forêt.

## Données clés

**Auteur** : [M. Michel Françaix](#)

**Circonscription** : Oise (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question** : Question écrite

**Numéro de la question** : 111565

**Rubrique** : Bois et forêts

**Ministère interrogé** : agriculture et pêche

**Ministère attributaire** : agriculture et pêche

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 28 novembre 2006, page 12302

**Réponse publiée le** : 23 janvier 2007, page 787